



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Un-autre-leader-autochtone-tue-au-Honduras-des-organisations-canadiennes-disent>

Un autre leader autochtone tué au Honduras, des organisations canadiennes disent « ça suffit »



- Communiqués -

Date de mise en ligne : vendredi 18 mars 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, TORONTO, OTTAWA ET TATAMAGOUCHE, NS, le 18 mars 2016 - Des organisations canadiennes appellent le gouvernement canadien à faire pression sur les autorités honduriennes et à revoir la politique étrangère canadienne suite à l'assassinat, cette semaine, d'un autre membre de l'organisation de Berta Cáceres.

Mardi dernier, Nelson Noé García Laínez du Conseil civique d'organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH) a été assassiné dans la communauté de Río Chiquito. Le leader autochtone rentrait chez lui après avoir aidé un groupe de familles qui venaient d'être violemment expulsé de leur territoire, et c'est à ce moment-là qu'il a été abattu à coup de fusil au visage par deux hommes armés.

Au lendemain du [meurtre de Berta Cáceres](#) qui a causé une onde de choc et de consternation à travers le monde, des organisations de tout le Canada sont profondément bouleversées que les personnes derrière ces meurtres continuent, sans scrupules, de tuer des membres du COPINH.

Le Comité pour les droits humains appelle à un rassemblement devant le Consulat hondurien à Montréal et invite les médias.

Date : Vendredi 18 mars, à 13h30

Adresse : 1255 Boulevard Robert-Bourassa (University) #500, Montréal, QC H3B 3V8

[Événement Facebook](#)

Amnistie internationale a émis une action urgente mercredi, décrivant comment les leaders du COPINH, les membres des radios communautaires, les personnes demandant justice pour Berta Cáceres dans une protestation, une des filles de Berta ainsi que plusieurs autres personnes avaient été interrogés, épiés, photographiés et suivis au cours de la semaine dernière.

Des investisseurs européens du projet de barrage Agua Zarca, dont la Société hollandaise de financement du développement (FMO) et le Fonds finlandais pour la coopération industrielle (FINNFUND) ont répondu à la violence en suspendant toute activité de financement au Honduras et en y envoyant des missions d'enquête.

Le Réseau mexicain des personnes affectées par l'industrie minière a également [exprimé son inquiétude](#) face à l'incapacité des autorités honduriennes à protéger le COPINH et la famille de Berta, rajoutant que Gustavo Castro, le témoin clé de l'assassinat de Berta et également victime de l'attaque, fait face à des risques croissants. Gustavo s'est vu empêcher de quitter le Honduras, malgré un accord de coopération mutuelle dans le cadre d'enquêtes criminelles entre les deux pays, qui lui permettrait de continuer sa participation à l'enquête à partir du Mexique.

Considérant ces faits, des organisations canadiennes ont émis un [communiqué](#) demandant au gouvernement de faire pression sur les autorités honduriennes afin de protéger le COPINH, la famille de Berta et Gustavo Castro ; de pousser le Honduras à collaborer avec la Commission interaméricaine des droits humains afin d'impliquer des experts indépendants et internationaux à l'enquête en cours ; de demander le retour sécuritaire et immédiat de Gustavo au Mexique ; et de respecter le droit au consentement libre, préalable et éclairé du peuple Lenca en ce qui

Un autre leader autochtone tué au Honduras, des organisations canadiennes disent « ça suffit »

concerne les mégaprojets sur leurs territoires.

Les organisations exhortent le Canada à renverser la politique adoptée pour le Honduras. Suite au coup d'état militaire de 2009, le Canada a aidé à faire obstacles aux efforts qui visaient à permettre le retour du gouvernement démocratique du président Manuel Zelaya et a rapidement appuyé et fait affaire avec les administrations répressives post-coup. Depuis, [plus de 100 défenseurs environnementaux ont été assassinés](#). On compte parmi ces meurtres celui de Berta Cáceres, qui est devenu le cas le plus connu. Pendant ce temps, le Canada a fait pression pour que soit adoptée une nouvelle loi minière et a signé un accord de libre-échange avec le Honduras qui avantage les investisseurs canadiens.

À ce titre, ces organisations font appel au parlement afin qu'il enquête sur le rôle du gouvernement canadien au Honduras depuis et pendant le coup, qu'il coupe les appuis au gouvernement hondurien et aux forces de sécurité et qu'il assure qu'aucun soutien ne soit donné à des infrastructures ou à des mégaprojets qui n'ont pas le consentement libre, préalable et éclairé des communautés autochtones affectées.

Co Development Canada a également publié une action en ligne :

[Lettres en anglais et espagnol](#)

[Lettres en français et espagnol](#)

SOURCE Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)